

Science, patrimoine commun

Dans un monde de plus en plus complexe, marqué par une accélération des résultats de la recherche et la mondialisation de ses retombées, un partage inégal entre les pays détenteurs de la « technoscience » et les laissés-pour-compte de la recherche, on ne peut comprendre les évolutions et les enjeux de la recherche sans un regard approfondi sur la scène internationale. Martine Barrère en était convaincue, comme en témoignent ses nombreuses enquêtes en Europe, en Chine, en Inde, dans l'ex-Union soviétique... C'est aussi la raison pour laquelle elle s'était engagée dans le débat sur le développement durable suscité par le Sommet planète Terre, à Rio (juin 1992).

G.C.

L'après Rio

Serge Antoine

Président du Comité 21 (Comité français pour le développement durable)

Terre, patrimoine commun et *La planète Terre entre nos mains* : deux ouvrages publiés, l'un au moment de Rio, sous l'impulsion de Martine, l'autre, plus tard, avec son concours actif. Deux outils de réflexion sur le développement durable.

G.C.

Voilà trois ans bien révolus déjà depuis que Martine Barrère offrait à la Conférence de Rio son cadeau : *Terre patrimoine commun*, cet ouvrage, dirigé par elle, réunissant des articles de trente scientifiques, venus dire leurs craintes pour la planète, leurs espoirs aussi dans la science et dans un changement de comportement de tous ceux qui ont en mains une parcelle de pouvoir. C'est à dire plus qu'on ne pense. "Une seule planète" était la devise de la Conférence de Stockholm qui avait eu lieu 20 ans auparavant. "La planète Terre entre nos mains" était celle de la Conférence de Rio. "Une seule planète entre toutes les mains" a dit, depuis, Michel Batisse qui exprimait ainsi que les décideurs sont très nombreux. Nous tous.

Ce livre a été une forme d'appel pour une meilleure interaction entre scientifiques et politiques.

Ce livre était aussi un geste d'intelligence d'un pays -le sien, le nôtre- qui plutôt qu'une plaquette d'auto-satisfaction comme on en édite souvent en pareilles circonstances, a offert un vrai livre et donné la parole à deux tiers "d'étrangers" (vingt sur les trente qui ont chacun écrit un article). Et c'était bien d'avoir réalisé ou encouragé des éditions en italien, espagnol, portugais et français : coup de pouce discret à la latinité qui a bien besoin, dans ce monde, de quelques gestes de reconnaissance.

Un an et demi après Rio, Martine contribuait, grâce à son énergie, sa rigueur et sa ténacité, à la sortie

de *La planète Terre entre nos mains* dédiée à tous ceux qui lisent le français afin qu'ils disposent, pour l'après Rio, d'un véritable outil. L'ouvrage, tiré à 7 000 exemplaires et distribué dans l'espace francophone va sans doute être réédité ; c'est -et c'est très rare - un exercice à plusieurs voix réunissant sans censure, même implicite, des fonctionnaires de six ministères, des responsables d'entreprises, de collectivités ou d'associations. Le but : contribuer à faciliter le parcours de tous ceux qui avaient sur les engagements de Rio, une connaissance trop imprécise pour que le Sommet planète Terre puisse être utile dans le concret.

Car Martine fait partie de tous ceux qui n'étaient intéressés ni par l'événement de Rio, ni par sa

célébration (*"Rio ne se célèbre pas ; il se cultive"*), mais par la manière dont peut se faire, au mieux, la retombée de ce grand Sommet. C'est pourquoi, dès l'avant Rio, en 1991 et 1992, pendant Rio et après Rio, nous avons été et sommes toujours quelques uns à mettre à jour, en temps réel, un bilan sur la dynamique de cette conférence. Avec l'espoir, chevillé au corps, que la réalité lui fasse "prendre" racine et qu'en tout cas, le soufflet ne retombe pas. Beaucoup, de par le monde, y ont mis de l'esérance.

Le bilan de Rio, quel est-il ?

Dressons le dans ses grandes lignes. C'est ce que nous aurions fait, à quelques uns, autour de Martine Barrère. A la fin de l'année 1995, ce bilan comporte une réussite incontestable en "course de fond". La balance est très positive. C'était et c'est encore notre avis. A la condition de ne pas jouer la langue de bois et de regarder en face les insuffisances ou les échecs, à la condition aussi de ne pas charger le Sommet de Rio de ce qu'il faut bien considérer comme des handicaps inhérents à toute conférence mondiale de ce genre. Il faut, sans cesse, le répéter tant est répandue l'ignorance des règles du jeu des Nations-Unies au point qu'on répète que :

- les décisions étaient floues ;
- le droit sans obligations et sans sanctions ;
- et qu'il n'y a pas eu d'argent.

La loi du genre

Décisions floues ? Ce n'est vrai qu'aux yeux de ceux qui ne savent pas que le produit des conférences internationales, rédigé pendant trois réunions préparatoires - les "Prepcoms"-, de deux à trois semaines chacune, à 180 délégués des Etats, ne peut pas être ce que l'on appelle une loi avec sanctions, cour de justice et "casques verts" ; il est déjà bien -très bien même- que les textes ne soient pas des "recommandations" adressées à la cantonade mais des "engagements" ciblés vis à vis de tels ou tels partenaires : les organismes des Nations-Unies, les Etats, les entreprises, les collectivités territoriales, la société civile, etc... Même les deux conventions préparées, en plus de l'Agenda 21, pour être signées à Rio et qui sont maintenant promulguées -celle sur les climats et celle sur la biodiversité- ne pouvaient guère être plus que ce que nous appelons en France des "lois-cadre". Elles ont besoin de protocoles d'application. Il faut le savoir.

On a plus de mal dans le grand public et dans les médias à comprendre qu'aucune décision financière n'ait été prise dans ce genre de Sommet. On l'a d'autant moins compris que sa phase préparatoire avait chiffré les besoins, en particulier ceux des pays en développement. C'est peut être là le tort de quelques délégations scrupuleuses d'avoir, trois mois avant Rio, demandé que soit chiffré le prix de la "note

à payer". Souci louable mais pas dans ces conditions. On n'évalue pas ainsi les besoins des pays pour faire face à la pauvreté, à l'emploi, au logement, aux infrastructures, à l'éducation, à la prévention des risques, à la lutte contre les pollutions, la désertification, etc. L'exercice de chiffrage était une mauvaise bonne idée. Quant à l'effort financier, un Sommet comme celui là ne pouvait pas voter des crédits (c'est à l'Assemblée Générale des Nations-Unies de le faire) ou remettre des dettes (c'est au Club de Paris). Mais ce qui est vrai, c'est que les engagements des Etats, entendus dans les cinq minutes de chacun des discours de leurs Chefs d'Etats ou de Premiers Ministres, n'ont guère été généreux et que, depuis dix ans, leurs déclarations de fixer leurs contributions à l'aide publique en faveur du Tiers-Monde à hauteur de 0,7 % du PIB n'est pas tenue. *"Jamais, avait dit Maurice Strong, les Etats riches ne se sont sentis aussi pauvres, en argent public s'entend"*.

Avant Rio : un manque

Avant la Conférence, on a trop peu investi sur la fabrication de documents de base sur l'état des connaissances acquises sur quelques avènements majeurs de notre planète et sur les manques de connaissance. La recherche prospective sur le 21^{ème} siècle, horizon majeur de la Conférence, a été réduite aux perspectives 2000-2010. On a tiré trop court.

Et pendant la Conférence

Pendant la Conférence on peut regretter l'éloignement, physique (et au delà) entre la Conférence "officielle" à Rio Centro et celle des organisations non gouvernementales à 20 kilomètres de là, à Flamengo, au "Forum global". La communication a été difficile et insuffisante. Ni là, ni ici, la communion ne s'est faite comme à Stockholm, vingt ans avant, soit autour de documents (ceux des ONG ont été, à Rio, en grande partie, faits sur place) soit autour de grandes figures comme c'était le cas à Stockholm avec Barbara Ward, Jacques-Yves Cousteau, Margaret Mead. René Dubos ou Buckminster Fuller ...

Depuis la Conférence : côté négatif

Depuis la Conférence, à la lueur de ce qui s'est passé (ou ne s'est pas passé) en deux ans et demi, on relèvera l'insuffisant effort des différents organismes des Nations-Unies et les très inégaux efforts des Etats.

Les Nations-Unies d'abord... 1995 était l'année du 50^{ème} anniversaire des Nations-Unies. Elle aurait pu être l'occasion de revoir l'architecture du système international. Elle ne l'a pas été. Chaque organisation continue à vivre sa vie dans ses attributions "verticales" sans trop de souci de cette nouvelle "diagonale" qu'est le "développement durable". La Commission mondiale pour le développement durable qui siège

tous les ans à New-York se révèle ne pas remplir son rôle de catalyseur. Son apport est, certes, positif mais bien peu entraînant au delà de la semaine passée à New-York par cinquante Ministres de l'environnement qui se rencontrent utilement.

On peut aussi regretter que le système des Nations-Unies n'ait pas engagé, à l'échelle des grandes régions - ou mieux encore des "éco-régions", des structures de travail que l'échelle planétaire, trop vaste pour l'action, ne permet pas de mettre en place.

L'une des vraies insuffisances de Rio est de n'avoir pas engagé une vraie réforme de l'aide multilatérale, ni proposé une palette de solutions nationales pour augmenter les ressources : par exemple par une bonne parafiscalité affectée ou par l'aide au financement de bons projets de développement durable, ou encore, par une meilleure articulation des prêts des établissements financiers (Banque mondiale par exemple) avec l'aide publique (du type PNUD ou action bilatérale).

Quant aux Etats, la généralisation est ici impossible ; quelques pays comme les Pays-Bas, les pays scandinaves, le Canada, la Tunisie, la Chine sont à citer à première vue, mais, au delà, le bilan est difficile à faire et, en tout cas, ne peut se lire dans les "rapports nationaux" produits chaque année pour mesurer l'avancée, même parmi ceux que la grâce a touché. Les rapports

nationaux fournis à New-York sont bien trop autolaudatifs et mieux vaudrait lancer des audits (du type de ceux de l'OCDE) pour mesurer le chemin réellement parcouru.

La dynamique du développement durable a permis de créer, ici ou là, des commissions de stature très différente il est vrai. Mais, dans l'ensemble, l'entraînement interministériel dans les pays est encore l'exception.

Le positif l'emporte

Alors, découragés tous ceux qui, comme Martine, se sont battus ? Non ! Elle, pas plus que les autres.

Deux ans après Rio le diagnostic que faisait alors son Secrétaire Général, Maurice Strong, à Rio même, s'avère tout à fait juste : le vrai produit de Rio, c'est la transformation des états d'esprit et la dynamique qui ne faiblit pas. Ce ne sont pas les "produits finis" de la conférence.

Son impact est très profond et, trois ans après, le mouvement est encore très actif.

Le développement durable est de plus en plus une valeur de référence pour des personnes et des entités responsables et, cela, dans la diversité des spécialités ou des convictions. Et ce n'est pas qu'une référence. La quête d'un développement plus durable se révèle sérieusement plus mobilisante que celle de l'environnement (qu'elle n'a pas

effacé pour autant) et génère tous les jours des réflexes de réorientation de la croissance. Ces réflexes vont bien au delà de ceux qu'aurait pu entraîner le ralentissement du niveau de progrès économique constaté, sauf en Asie. Entreprises, associations et souvent collectivités territoriales, ont modifié leurs comportements. En 1996, trois ans après Rio, le Sommet d'Istanbul consacré aux villes attestera, par exemple, que la dynamique de changement des autorités locales est loin de s'être ralentie, bien au contraire.

La chute du Mur de Berlin qui a précédé le Sommet de Rio a contribué à déblayer la voie au niveau des rapports internationaux encombrés pendant vingt ans par la tension Est-Ouest et par les oppositions entre tenants de la planification et tenants de la responsabilité décentralisée (entreprises, autorités locales). Le dialogue Nord-Sud est maintenant bien compris comme l'enjeu décisif de la planète. On ne peut, certes, pas dire que les signes sont

encore là d'une plus grande solidarité et d'une solidarité plus efficace, mais, en tout cas, la scène du 21^{ème} siècle est largement plantée.

Tout pousse aujourd'hui ceux qui ont cru en Rio à redoubler d'efforts. Ils savent que le chemin est dur et qu'il faudra du temps pour changer les habitudes, réviser les formes de la coopération internationale, engager celle qui peut se mener à l'échelle écorégionale¹, modifier aussi les comportements et les types de consommation, mieux relier enfin les dimensions écologiques et celles de la vie sociale avec, non plus aux portes mais au coeur des sociétés dites riches, la pauvreté, le chômage et l'implosion des quartiers urbains les plus défavorisés. Il savent qu'il faut traiter ces problèmes dans une logique de la ressource et non de l'assistance.

Le travail continue donc avec la certitude de ceux qui croient au possible. C'était le message de Martine.

Serge Antoine a connu Martine Barrère lors de la préparation de la Conférence de Rio (il était Conseiller Spécial auprès de Maurice Strong, Secrétaire Général de ce Sommet en 1992). Il est aujourd'hui Président du Comité 21 (Comité français pour l'environnement et le développement durable) et termine actuellement un guide destiné à tous les maires de France : *Bien gérer aujourd'hui votre commune pour le 21^{ème} siècle*.

Note :

(1) Vient d'être publié : "*Méditerranée 21*" : *21 pays pour le 21^{ème} siècle* qui est un plaidoyer pour la coopération à l'échelle des régions du type de celle du bassin méditerranéen (Librairie Vents du Sud, Aix-en-Provence).